

... Procès Air France - Discrimination syndicale ...

Procès de classe révélateur de la criminalisation croissante de l'action syndicale, hier et avant-hier se tenait, au Tribunal Correctionnel de Bobigny, le procès de 15 salariés d'Air France pour l'affaire dite de la "chemise arrachée", dont 5 pour violences en réunion et 11 pour dégradation d'une grille. SUD Energie était présent à l'audience, en soutien aux camarades salariés ou syndicalistes, CGT pour la plupart.

Cinq d'entre eux ont déjà été licenciés par Air France, dont un délégué syndical, salarié protégé (?) licencié par la tristement célèbre ministre du Travail Myriam El Khomri contre l'avis même de son inspection du travail.

Alors même que Xavier Broseta et Pierre Plissonnier, les 2 directeurs exfiltrés le 5 octobre 2015, disent ne pas savoir reconnaître leurs agresseurs et ne jamais s'être sentis en danger, Alors même que les comptes d'Air France retrouvaient en 2015 800 millions d'euros de bénéfices, pour la première fois depuis 2008,

Alors même que l'accord social Transform promettait un retour à des mesures sociales favorables pour tous les salariés après 3 années d'efforts payants,

Alors même qu'Air France choisissait de communiquer cette information à ses salariés par voie de presse à la veille du Comité Central d'Entreprise du 5 octobre dernier,

Alors même que les 3000 manifestants ne voulaient ce jour-là que dialoguer avec une direction d'un silence méprisant et hautain, comme perçu unanimement dans la vidéo d'une salariée, Erika NGuyen Van Vai, vue des millions de fois,

Alors même que les vidéos présentées ne réussissent à démontrer clairement l'implication de personne pour ces violences en réunion,

Les avocats de la partie civile choisiront de comparer le mouvement de cette foule en colère, se battant pour la sauvegarde de l'emploi, à une chasse à l'homme, à un lynchage, à une horde sauvage, à une meute haineuse, à une violence hallucinante, et jusqu'à un acte de barbarie semblable aux "pires exactions commises en ex-yougoslavie" et même au "nazisme pendant la seconde guerre mondiale" ! Honte à vous...

Le procureur de la république choisit de les traiter de casseurs, de voyous, de gros bras hyperprotéinés instrumentalisés, et requiert des peines de 2 à 4 mois de prison avec sursis !

Procès de classe : les baskets, jeans & T-shirts de soutien aux camarades contre les corbeaux en costumes...

Frédérique Beaulieu, avocate de Xavier Broseta, a fait la brillante et effrayante démonstration qu'aujourd'hui, en France, "une scène unique de violence constituée suffit à condamner par sa seule présence toute personne y participant !" ou encore : " le contact physique n'est pas nécessaire, créer une forte émotion suffit !"

Alors à quand le grand procès historique de ce capitalisme débridé et décomplexé ? En France, le chômage tue 15 000 personnes par an. N'a-t-on pas là une "scène unique de violence" perpétuelle ? Ne déclenche-t-elle pas sur toutes ses victimes de "fortes émotions" ? Ne nous y trompons pas, il ne s'agit pas là de lutter contre la violence, mais bien de faire taire toute forme efficace de contestation, de faire peur à toutes celles et à tous ceux qui s'engagent dans un mouvement de résistance contre cette folie anti-sociale, anti-écologique et anti-démocratique.

Avec les Conti, les Goodyear, les Air France, la Poste, toute la cohorte des non-médiatisés, et en lutte contre l'arrivée de ces méthodes d'intimidation au sein même du groupe EDF !

Communiqué de la Fédération Sud Energie, le 29 Septembre 2016